

Procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité

Date de la contribution : 14/06/2019

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables à la proposition de la CRE concernant la mise en place d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer. Il faut repenser les contrats d'accès au réseau de manière à les adapter aux installations étant à la fois en soutirage et en injection.

En plus de cela, les gestionnaires de réseau devraient fournir une fiche de collecte adaptée aux systèmes de stockage, comme l'a déjà fait EDF SEI dans le cadre de la saisine CRE.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes d'accord avec la rédaction de la CRE concernant les ORI. Cela offrira l'avantage de faire gagner du temps dans la procédure de raccordement. En revanche, cela rajoute une incertitude au niveau du coût du projet, qui est susceptible d'évoluer tant que celui-ci n'entre pas en file d'attente.

Pour éviter des pénalités de la part de RTE lors de la participation aux services systèmes, il faudra que les éventuelles limitations en injection et soutirage soient annoncées avec un délai suffisant.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables à la mise en place des Demandes Anticipées de Raccordement qui représentent une évolution positive dès lors qu'elles n'impliquent pas une entrée en file d'attente tant que le dossier n'est pas complet.

En revanche, il convient de définir précisément ce qui est entendu par « *les données techniques de l'installation sont inchangées depuis la PRAC* ». En effet, nous pensons qu'il faudrait laisser la possibilité de modifier des éléments d'électronique de puissance, le type de machine asynchrone, ou encore le type de panneaux solaires, étant donné que les technologies et prix évoluent vite. Si de telles modifications n'étaient pas autorisées, le producteur s'en retrouverait pénalisé.

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Une mise à jour plus régulière de l'outil *caparéseau* est une bonne chose, cela permettra aux porteurs de projets de développer des centrales moins coûteuses pour la collectivité et qui s'inscriront mieux dans le schéma de développement du réseau électrique.

Pour les ZNI, il est nécessaire qu'un outil équivalent à *caparéseau* soit mis en place, et que les Schémas de raccordement au réseau des énergies renouvelables évoluent avec les révisions de la PPE, qui sont nécessaires à l'atteinte des objectifs d'autonomie énergétique de 2030.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Question 8 : Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?

Un délai maximum de trois mois pour l'envoi de la PTF par le gestionnaire du réseau de distribution doit être respecté.

Question 9 : Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?

Pas d'avis sur cette proposition.

Question 10 : Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

Un délai de raccordement maximum doit être instauré à réception de la PTF afin de permettre une meilleure visibilité de développement pour les producteurs. De même, il faudrait connaître les délais lors d'une demande de modification de raccordement, en fonction de la modification considérée.

Les délais de raccordement devraient par ailleurs être adaptés à la puissance de l'installation à raccorder.

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Commentaire :

Nous sommes favorables à cette évolution si et seulement si cela permet de choisir effectivement entre le GRD et la MOD pour la réalisation des travaux de raccordement sur les ouvrages dédiés à notre installation. Parmi les coûts qui doivent être détaillés, il nous semble particulièrement important d'inclure ceux relatifs à la pose des câbles et aux travaux sur le poste-source, mais aussi le montant de la réfaction liées aux installations de soutirage.

Question 12 : Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

Nous sommes d'accord avec les améliorations proposées par la CRE. Nous ajoutons que la liste des « *entreprises agréées par le maître d'ouvrage* » doit être rendue publique et consultable à tout moment.

Le choix de la MOD doit être possible jusqu'à la signature de la convention de raccordement pour permettre, après réception du PTF, une consultation plus transparente des entreprises.

Question 13 : Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?

2 remarques supplémentaires :

- Il faudrait intégrer le gestionnaire du réseau télécom dans les demandes de raccordement. La mutualisation des raccordements télécom et électricité permettrait de faciliter la mise en service des installations.
- En ZNI, on a toujours une limite de puissance injectée fixée à 12 MW en HT A, alors qu'on peut faire une demande de dérogation jusqu'à 17 MW sur le continent. Pourquoi ne pas étendre cette possibilité aux ZNI, sachant que le Dispositif d'Echange d'Informations d'Exploitation permet au dispatching de réduire l'injection rapidement en cas de problème sur le réseau (règle des 30% max d'ENR en particulier) ?